

## INITIATIVES SOLIDAIRES

# Hébergement de migrants : « Ça a changé ma vie »

Touchés par le sort de jeunes réfugiés contraints de dormir dans la rue, des citoyens ordinaires leur ouvrent la porte de leur domicile. Ils racontent au « Monde » cette expérience

## TÉMOIGNAGES

C'est l'été et celui-ci, comme les précédents depuis cinq ans, n'offre pas de répit aux personnes migrantes qui vivent à la rue. Avant une opération de mise à l'abri de la préfecture d'Ile-de-France, mercredi 29 juillet, ils étaient plus de 2000 à camper le long du canal, à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) ; des demandeurs d'asile, afghans et soudanais en majorité. Parmi eux, des familles avec des enfants en bas âge et des femmes enceintes.

En France, un demandeur d'asile sur deux n'est pas hébergé, faute de capacité dans le dispositif national d'accueil. Le 115 est, lui aussi, saturé.

En plein centre de Paris, dans un petit square, autour de 70 jeunes se réclamant mineurs, vivent aussi sous tente depuis un mois. Ils viennent en majorité d'Afrique de l'Ouest (Guinée, Mali, Côte d'Ivoire) et ont migré seuls en Europe. Lorsque les départements dont relève l'Aide sociale à l'enfance ne les reconnaissent pas mineurs – à l'issue d'un entretien souvent sommaire –, ils ne font l'objet d'aucune prise en charge, malgré leurs recours devant le juge des enfants.

Cette réalité a suscité ici et là des élans de solidarité de simples citoyens, épaulés parfois par des associations. Ils offrent une chambre, un canapé, le temps d'une nuit, d'un mois, d'une année. Personne n'est capable de dire précisément combien ils sont tant les initiatives sont éparpillées. Ces retraités ou actifs, qui vivent seuls ou en couple, à Paris ou en province, sont portés par un devoir d'humanité bien plus souvent qu'un élan politique. *Le Monde* est allé à leur rencontre. Portraits de cette France discrète et active.

## Pascale et Bertrand Cohen, 58 ans, Paris

« Ça a changé ma vie. » Pascale Cohen se souvient du jour où elle a décidé de participer à des distributions de repas pour des mineurs isolés étrangers. Cela faisait quelque temps qu'elle entendait Manuela, avec qui elle chante dans une chorale du 11<sup>e</sup> arrondissement, parler de ces jeunes tout juste arrivés à Paris et qui, faute d'être reconnus mineurs, se retrouvent à la rue.

Manuela est très investie dans l'association Les Midis du Mie, qui aide ces jeunes. Pascale Cohen suit d'abord son engagement de loin, puis saute le pas à son tour. Fille de déporté, elle a toujours entendu son père lui raconter des histoires d'enfants juifs dont les parents avaient été envoyés dans les camps de concentration. Cette histoire familiale l'a marquée. « J'ai toujours eu envie de faire quelque chose en faveur des enfants », confie-t-elle. Son mari, Bertrand, a lui « un rapport à la migration particulier ». A 5 ans, avec sa famille, il a fait partie de ces juifs qui ont massivement dû quitter la Tunisie, dans le climat d'hostilité des années 1960.

Pascale et Bertrand ne se disent pas militants mais l'engagement a toujours accompagné leur histoire. Le couple s'est rencontré au sein d'un mouvement de jeu-

nesse kibboutznik. Ils sont aujourd'hui actifs au sein d'une association pour la paix en Israël.

Le vendredi, Pascale Cohen voit défiler les jeunes lors des distributions de repas de l'association. Un soir d'hiver, début 2019, la situation d'un gamin sans solution d'hébergement la saisit. Elle pleure. « Quand ça vous tombe sur la tête, c'est difficile à encaisser », reconnaît-elle. Une réflexion chemine en elle. Dans l'appartement de 130 m<sup>2</sup> qu'elle occupe avec son mari, deux chambres sont vides. Elle consulte ses enfants, tous trois indépendants, qui lui disent de « foncer ». Elle accueille rapidement Madjiou (qui préfère garder l'anonymat), un Guinéen de 16 ans. Le garçon vient d'arriver en France. Son oncle, avec qui il avait entrepris le voyage, s'est noyé en Méditerranée. Ce qui ne doit durer que quelques nuits va se prolonger pendant six mois, jusqu'à ce que Madjiou soit finalement reconnu mineur par un juge des enfants et pris en charge.

Cette expérience a été « vivifiante », rapporte Bertrand, qui évoque même un gain d'amour. « Ça a été un chamboulement positif dans notre vie », abonde Pascale. En août 2019, le couple réitère et accueille cette fois Lateef, un Afghane de 15 ans. « Je l'avais aperçu lors d'une distribution, il était un peu en retrait, se souvient Pascale. En deux minutes j'ai dit que je le prenais chez moi. Au bout de deux jours, je lui confiais les clés de l'appartement. »

« Je dormais porte d'Aubervilliers depuis deux mois », rapporte l'adolescent. Depuis que j'avais quitté l'Afghanistan en 2018, je n'avais été que dans des camps. » Lateef a finalement été reconnu mineur par un juge. Il entamera à l'automne une formation en informatique. Pascale et Bertrand ont eux été reconnus comme famille d'accueil bénévole. Lateef restera chez eux « jusqu'à ses 18 ans », dit Pascale. Quand leurs amis les félicitent de cette démarche « formidable », Pascale est mal à l'aise. « C'est beaucoup plus simple qu'on ne le croit », dit-elle. « Je n'en veux pas aux gens qui ne le font pas, il y a un moment pour ça. Mais j'en veux à ceux qui pensent que c'est extraordinaire. Parce que ce qui est extraordinaire, on n'est pas censé le faire, on l'évite. »

## Marie et Stéphane Roussel, 43 et 45 ans, Paris

« Le fruit du hasard » ; « un concours de circonstances ». Marie Roussel ne s'était jamais imaginée accueillir quelqu'un chez elle. Cofondatrice d'un espace de travail partagé dans le 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris, pour lequel travaille son mari Stéphane, elle était peu familiarisée avec la question migratoire. Mais la présence dans son quartier du dispositif d'évaluation des mineurs isolés étrangers du département a attiré l'attention du couple de quadragénaires. « On voyait tous les jours des jeunes qui attendaient [pour un entretien d'évaluation], se souvient Marie. Un soir de novembre 2018, sous une pluie battante, un Sénégalais entre dans le lieu de coworking. Il est fatigué, il a froid et nulle part où aller. « Je n'ai pas compris tout de suite ce qui se passait », explique Marie Roussel. Elle finit par contac-



**En haut : Emilie Kelly et Olivia Martinez avec Mohamed Ali, à côté de Banyuls-sur-Mer (Pyrénées-Orientales), le 28 juillet.**

**En bas : Marie et Stéphane Roussel avec Ismaïla qu'ils hébergent, et leurs enfants, à Paris, le 2 mars.**

BRUNO FERT  
POUR « LE MONDE »

ter une association qui lui conseille de l'amener porte d'Aubervilliers. Le jeune homme se verra remettre une couverture pour passer la nuit, lui dit-on.

« Avec Stéphane, on s'est dit que ce n'était pas possible », relate-t-elle. Ismaïla est aussitôt hébergé par le couple, qui habite un duplex dans le 10<sup>e</sup> arrondissement, avec leurs deux enfants de 11 et 15 ans. « La troisième ou la quatrième nuit, Ismaïla a ramené son ami Samba », rapporte Marie Roussel. Les deux jeunes sont installés dans un coin aménagé de l'appartement. « C'est un peu bizarre au début, on ne sait pas comment communiquer, se souvient Marie. Mais les enfants ont permis d'établir un lien facilement. » Au bout de deux semaines, Ismaïla est finalement pris en charge par le tissu associatif et orienté provisoirement vers un hôtel. Samba, lui, est logé encore quelque temps par le couple et d'autres hébergeurs citoyens.

Dans l'entourage du couple, les réactions sont mitigées. « Nos parents nous ont tout de suite dit qu'on pourrait avoir des problèmes. C'était lointain pour eux », se souviennent-ils. Puis, les lignes bougent. Y compris dans l'esprit de Stéphane Roussel : « Ça m'a interrogé sur les raisons de la migration. Ismaïla est venu du fait de l'absence de perspectives économiques dans son pays. Je trouve ça légitime. Il y a des inégalités folles dans le monde. On ne peut pas empêcher ce qui se passe et, à un moment, la solidarité devra jouer pleinement. »

Depuis cette première expérience, le couple est toujours en contact régulier avec Ismaïla – évalué majeur, il a finalement déposé une demande d'asile, qui a été rejetée – mais n'a pas accueilli d'autre personne. « On s'était dit qu'on le referait mais je n'avais pas envie que ça soit une obligation, explique Marie. Je ne sais pas si je serais capable d'en faire un sacerdoce. » Elle reconnaît l'engagement qu'une telle démarche nécessite. « Ça bouleverse ton quotidien », résume-t-elle. Stéphane, lui, veut croire que l'« histoire n'est pas forcément finie ».

## Georges Lafon, 72 ans, Paris

Le vaste appartement qu'il occupe, au pied de Montmartre, dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de la capitale, est « trop grand » pour que

Georges Lafon, 72 ans, y vive seul. Sa femme habite en Belgique, et il a pris l'habitude, depuis des années, d'héberger des amis ou de louer une chambre à des étudiants. Quand il est allé chercher Abdul Saboor à la gare d'Austerlitz, en novembre 2017, c'était pour « faire plaisir à [sa] belle-sœur ». Un groupe de Bruxellois investi dans le milieu associatif cherchait un pied à terre en urgence pour un Afghane qui débarquait en France. Ce devait être l'affaire de quelques jours. « Ce n'était pas un acte raisonné », assure-t-il. Près de trois ans se sont écoulés et Abdul, âgé d'une trentaine d'années, vit toujours chez lui.

A son arrivée, le jeune homme est dans une situation confuse. Après avoir quitté l'Afghanistan en 2016, il a passé beaucoup de temps sur la route des Balkans, a notamment vécu un an en Serbie et a déjà erré en Espagne, en Belgique, en Italie et en Suisse. « Un ami m'a dit de venir en France pour les papiers », se souvient Abdul.

Georges n'est pas familiarisé avec l'asile. Il a fait carrière dans l'industrie pharmaceutique, notamment aux Etats-Unis, avant d'enseigner l'économie de la santé dans des écoles de commerce ou à l'université. Il mesure aujourd'hui ce que sa rencontre avec Abdul a généré. « Je viens d'un milieu classique de bourgeois parisiens. Aujourd'hui, je suis beaucoup moins sûr de moi à propos de ce que sont de bonnes conditions de vie. Est-ce que l'enrichissement est un but ? J'y croyais, je l'ai enseigné mais je n'y crois plus du tout. Ça engendre des inégalités, des conflits, des pollutions effroyables. » Abdul fait partie de la « famille » de Georges désormais, même si les deux hommes évoluent dans « des mondes différents ». Abdul a obtenu le statut de réfugié. Il s'investit dans la photo. Il a pour projet de refaire le chemin qu'il a parcouru à travers l'Europe des Balkans, pour documenter en images cette route migratoire.

## Valérie et Laurent Jorigné, 53 et 55 ans, Montauban

« Je veux rendre l'ISF [impôt sur la fortune]. » C'est animée par cette envie de réinjecter son argent dans la solidarité que Valérie Jorigné, 53 ans, a adressé un mail, fin 2018, à Utopia 56, une association d'aide aux mi-

**« C'EST UN PEU BIZARRE AU DÉBUT, ON NE SAIT PAS COMMENT COMMUNIQUER, MAIS NOS ENFANTS ONT PERMIS D'ÉTABLIR UN LIEN FACILEMENT »**

MARIE ROUSSEL  
hébergeuse citoyenne



grants qu'elle a découverte au hasard de recherches sur Internet. Avec son mari Laurent, 55 ans, ils étaient prêts à « accueillir des gamins vivant à la rue », dans leur maison de 400 m<sup>2</sup> située sur une route de campagne près de Montauban.

Aucun n'a l'habitude du militantisme associatif ou politique. Valérie connaît, en revanche, les galères de la vie. Il y a près de trente ans, jeune mère célibataire, elle a dû s'en sortir seule, loin d'un premier conjoint tourmenté, violent et porté sur la boisson. Laurent, lui, a hérité d'un père qui a fait fortune en participant à l'aventure des magasins Leclerc. « On a bien conscience de ce qu'on a », résume simplement Valérie Jorigné.

Surtout, le couple a vécu une expérience déterminante en 2018. Ils ont recueilli chez eux Marko Nicić, un Serbe du Kosovo âgé de 22 ans qui dormait sous les gradins du stade de Montauban. Marko est un cœur de demi-fond talentueux. Alertés par le club d'athlétisme de la ville et touchés par l'histoire du jeune homme, Valérie et Laurent le prennent chez eux. Leurs deux aînés, Nikita et Bastien, issus de premières unions, sont déjà indépendants. Leur dernière, Juliette, a 16 ans. Marko devient un frère de plus dans cette famille recomposée.

Il a aujourd'hui intégré une école d'éducateur spécialisé à Albi et le club d'athlétisme de Toulouse. Valérie s'est démenée « au culot » pour arracher sa régularisation en janvier. « Cela nous a apporté beaucoup », dit-elle. Le bonheur de voir un gamin broyé sortir la tête de l'eau, s'ouvrir, reprendre goût à la vie. »

En 2019, le couple veut renouveler l'expérience. Utopia 56 leur propose d'héberger un jeune réputé « compliqué ». Abdoulaye Barry est guinéen et il a fait « deux ans de route jusqu'en Europe », ponctuée par une traversée du désert, des travaux des champs au Maroc et une traversée périlleuse de la Méditerranée. « On était 32 dans un canot pneumatique, se souvient l'adolescent, aujourd'hui âgé de 17 ans. Il y avait aussi des cartons de shit. Trois Marocains conduisaient. Avant d'arriver sur les côtes espagnoles, ils ont sorti des machettes et nous ont dit « vous sautez ou on vous coupe en morceaux ». Plusieurs passagers sont morts noyés.

Abdoulaye arrive en France en 2018. Il passe de longs mois dans la rue à Paris, sans prise en charge de l'ASE malgré la minorité

d'âge qu'il invoque. Utopia 56 et Médecins sans frontières (MSF) le repèrent et, après plusieurs mois dans un hôtel, l'envoient chez Valérie et Laurent Jorigné, à Montauban. « Je me suis dit qu'ils m'avaient jeté au fin fond de la brousse, je flippais un peu », avoue le garçon. Aujourd'hui, il a été reconnu mineur, suit un bac pro mécanique moto, une passion qu'il partage avec Laurent, et affiche des résultats brillants.

En avril 2019, Ihtisham Arif, un Pakistanais de 17 ans, a, lui aussi, rejoint la maison. L'adolescent a quitté son pays en septembre 2016 et, dit-il, « [a] vu la mort devant [lui] » en rejoignant l'Europe. Il a notamment franchi « treize montagnes en une nuit entre l'Iran et la Turquie », voyagé dans la soute d'un bus ou sur l'essieu d'un camion, échappé de peu au naufrage d'un bateau en feu en Méditerranée... A Paris, il ne parvient pas à être reconnu mineur, écumé plusieurs départements, se fait rejeter, accusé de présenter des faux documents d'identité... Lorsqu'il arrive dans la famille Jorigné, orienté par Utopia 56 et MSF, il pèse 53 kg pour 1 m 82, parle peu, prend des antidépresseurs. A peine un an plus tard, il s'exprime en français avec facilité. Il a été admis en première générale, avec des spécialités scientifiques. Il a plus de 14 de moyenne générale et ses professeurs louent son « implication ».

### Béatrice Le Floch-Meunier, 58 ans, Toulouse

« Sans avoir l'idée de sauver qui que ce soit, j'offre une parenthèse à quelqu'un, ainsi qu'à moi-même. » Béatrice Le Floch-Meunier parle d'une voix douce et sans emphase. Elle repense aux cinq semaines pendant lesquelles, à l'hiver 2019, elle a hébergé Mifta Keita, une Guinéenne de 27 ans, dans son appartement de trois pièces d'un quartier calme du nord-est de Toulouse. « J'ai trouvé l'expérience intéressante dans le partage, j'ai appris plein de choses », souligne-t-elle.

Pour cette infirmière de métier, devenue cadre de santé, la migration renvoie à sa propre expérience de vie. Petite-fille d'immigrés italiens installés en Algérie, elle a rejoint la France au moment de l'indépendance, en 1962, âgée d'à peine 3 mois. L'actualité des personnes migrantes arrivant en Europe lui

**A gauche, en haut : Valérie et Laurent Jorigné et leurs filles, en compagnie d'Ihtisham Arif et d'Abdoulaye Barry, près de Montauban, le 27 juillet.**

**A gauche, en bas : Béatrice Le Floch-Meunier et Mifta Keita, à Toulouse, le 27 juillet.**

**A droite, en haut : Georges Lafon et Abdul Saboor, à Paris, le 12 février.**

**A droite, en bas : Bertrand et Pascale Cohen, avec Lateef, à Paris, le 9 février.**

PHOTOS BRUNO FERT  
POUR « LE MONDE »

**MARKO A AUJOURD'HUI INTÉGRÉ UNE ÉCOLE D'ÉDUCATEUR SPÉCIALISÉ À ALBI ET LE CLUB D'ATHLÉTISME DE TOULOUSE. VALÉRIE S'EST DÉMENÉE « AU CULOT » POUR ARRACHER SA RÉGULARISATION EN JANVIER**

donne « très envie de [s'] inscrire dans ces histoires ». Valérie voulait trouver sa « juste place », sans tomber dans le « voyeurisme ». Une collègue de travail lui parle de son engagement auprès du programme Welcome de l'association jésuite JRS, qui accompagne des hébergements citoyens de demandeurs d'asile. Elle saute le pas. En décembre 2019, Mifta Keita arrive chez Béatrice.

La jeune femme, danseuse professionnelle en Guinée et mère d'un enfant de 11 ans resté au pays, est en France depuis février 2019. Malgré sa demande d'asile, aucun hébergement ne lui a été proposé par l'Etat. Après des mois de vie en squat, elle est prise en charge par plusieurs familles grâce à Welcome. Chez chacune d'entre elles, elle peut rester un mois. Le programme d'accueil est prévu pour durer au total six mois maximum.

Avec Béatrice, Mifta partage des moments de complicité, devant la télé le soir ou quand elles vont faire le marché. Elles préparent ensemble sa demande d'asile. « J'ai tout découvert, confie Béatrice. A la fois les réseaux de solidarité, mais aussi la complexité du parcours administratif. » La procédure est toujours en cours. Lors du confinement, les six mois du programme Welcome arrivés à leur terme, Mifta a manqué retourner à la rue. Une amie l'a hébergé un mois, puis le 115 lui a trouvé une chambre d'hôtel. « On m'a prévenue que je devrai partir en août, je suis inquiète », avoue-t-elle. De son côté, Béatrice Le Floch-Meunier est prête à réitérer l'expérience. Mais à voir la situation précaire de Mifta, elle pense : « Si elle est à la rue, je préfère l'accueillir, elle, plutôt que quelqu'un d'autre. »

### Olivia Martinez et Emilie Kelly, 42 et 34 ans, Banyuls-sur-Mer

Olivia Martinez et Emilie Kelly sont deux amies de longue date installées à Banyuls-sur-Mer (Pyrénées-Orientales). Depuis deux ans, elles partagent leur appartement avec Mohamed Ali, un demandeur d'asile soudanais de 25 ans. Leur rencontre est liée au hasard. Celui de l'itinéraire d'un chauffeur routier dans le camion duquel Mohamed et une poignée d'autres Soudanais et Erythréens s'étaient cachés en Italie, pour passer la fron-

tière et entrer en France. Mais lorsque le petit groupe de migrants est extrait du poids-lourd, plusieurs heures plus tard, ils découvrent avec surprise qu'ils sont en Espagne, à Figueras. Ils rebroussement chemin, en train, mais la police française les interpelle à la frontière et veut les refouler en Espagne. Mohamed et trois autres Soudanais parviennent à s'enfuir en courant vers les chemins de montagne. Deux heures après, ils arrivent sur les hauteurs de Banyuls-sur-Mer, par une petite route bordée de vignes, en pleine chaleur, à l'été 2018.

Un couple d'amies d'Olivia et Emilie les croise, leur donne à boire et, de fil en aiguille, le réseau amical se met en branle pour offrir quelques jours de répit à ces voyageurs exténués. Deux d'entre eux ne tardent pas à reprendre la route. Mohamed veut rester à Banyuls. Son ami Habib hésite. Lorsque Emilie et Olivia les accompagnent pour déposer une demande d'asile à Perpignan, elles découvrent qu'aucun hébergement ne leur est proposé. « Sans même avoir besoin de se parler, on les a ramenés à la maison », se souvient Olivia. Les deux amies se connaissent depuis longtemps, elles ont travaillé ensemble dans un club de plongée en Egypte, vécu au Mexique...

Aujourd'hui, elles développent un projet de cosmétique naturelle et de plantes aromatiques et médicinales. Peu de temps après leur rencontre avec les deux Soudanais, ils déménagent tous les quatre dans un nouvel appartement pour entamer une grande colocation. Comprenant que les démarches vont être longues, « on leur a dit qu'ils pouvaient rester le temps qu'ils voulaient », se souvient Emilie. Les deux femmes voient leur rôle comme celui de « grandes sœurs ».

Habib a finalement décidé de rejoindre le Royaume-Uni, tandis que Mohamed n'a toujours pas été convoqué par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides pour être entendu. En attendant, il entraîne les équipes jeunes du club de foot et a été « adopté » par la famille d'Olivia, installée dans la région. Les deux femmes refusent de voir dans leur démarche un geste politique. « C'est juste humain, fait valoir Emilie Kelly. On ne devrait pas avoir à porter une bannière pour ce genre de droits fondamentaux. » ■

JULIA PASCUAL